



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 4014

Texte de la question

CHÔMAGE ET POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Christian Eckert, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Christian Eckert. Monsieur le président, ma question s'adressait à Mme la ministre du budget, mais je voudrais rappeler à notre ministre du travail qu'en 2007 le Président de la République déclarait que l'objectif était de revenir à 5 % de taux de chômage, et que si l'on arrivait à 10 %, les Français pourraient et devraient en tirer les conséquences. (*" Et la crise ? " sur les bancs du groupe UMP.*)

Alors, monsieur le ministre, plutôt que de vous défausser sur tel ou tel chiffre dans tel ou tel département, souvenez-vous que c'est sur l'ensemble de notre territoire que le Gouvernement, au pouvoir depuis cinq ans, porte la responsabilité d'un million de chômeurs supplémentaires. (*Applaudissements sur certains bancs du groupe SRC.*)

La deuxième préoccupation des Français après l'emploi, c'est le pouvoir d'achat. Ah, le président du pouvoir d'achat !

M. Christian Jacob. Il a augmenté !

M. Christian Eckert. Permettez-moi de vous donner quelques exemples : s'agissant du logement, qui représente un quart des dépenses d'un ménage moyen en France, nous préconisons le blocage et l'encadrement des loyers. On nous dit que c'est impossible ? Premier aveu, premier échec.

En second lieu, ces logements, il faut les chauffer et les éclairer. Après les augmentations phénoménales des prix du gaz et de l'électricité, vous ajoutez une couche supplémentaire puisque vous vous apprêtez dans quelques minutes à augmenter la TVA sur ces produits de 1,6 % ! Où est l'augmentation du pouvoir d'achat ? Troisième et dernier exemple : les carburants. La hausse de la TVA va représenter 2 centimes par litre. Mais vous aurez, mes chers collègues, un argument phénoménal lors de votre campagne législative : le Gouvernement s'est engagé, dans un amendement, à produire un rapport pour le 15 janvier 2013 ! Soyez rassurés, les Français comprendront ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. François Baroin, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Monsieur le député, vous m'interrogez sur l'évolution du pouvoir d'achat au cours de cette législature.

Les faits sont têtus, les chiffres sont à votre disposition. Ils proviennent d'organismes indépendants, ce ne sont pas les chiffres du Gouvernement. Ils sont incontestables : malgré la crise la plus violente que le monde ait traversée depuis cinquante ans, malgré la puissance inédite des répliques que nous traversons depuis 2009 et bien que l'épicentre de cette crise soit cette année au sein de la zone euro, le pouvoir d'achat a augmenté chaque année,...

M. Patrick Lemasle. C'est faux !

M. François Baroin, *ministre*. ...contrairement à ce qui se passe dans les autres pays d'Europe : la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie et même l'Allemagne. Au moment où il y a eu en Allemagne une récession de plus de 4,5 %, la France a connu un recul de sa richesse nationale de 2,5 %, mais malgré cela, le pouvoir d'achat a augmenté.

Il a augmenté à partir d'éléments simples : une maîtrise de l'évolution du coût de la vie et le jeu des amortisseurs sociaux, qui ont montré leur efficacité. Les amortisseurs sociaux, c'est la redistribution, c'est un transfert d'argent

de ceux qui en ont pour financer des prestations sociales au profit de ceux qui en ont besoin. C'est cela, l'État providence à la française, le modèle social à la française, qui a montré son efficacité au cours de la crise de 2008-2009. Même en 2010, lorsqu'il y a eu un timide rebond, il y a eu une augmentation du pouvoir d'achat. M. Patrick Lemasle. Vous savez bien que c'est faux !

M. François Baroin, *ministre*. Cette campagne de dénigrement n'est pas une campagne de dénigrement contre la droite, contre l'UMP, contre la majorité ou contre le Gouvernement, mais tout simplement contre la richesse française. Contre l'addition des efforts de toutes celles et tous ceux qui contribuent à l'augmentation de notre richesse nationale. C'est une campagne de dénigrement contre l'effort additionné de la population française, et même la campagne électorale ne peut justifier ce type de propos. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Christian Eckert](#)

Circonscription : Meurthe-et-Moselle (7^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4014

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 février 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 29 février 2012